

# 28

# CHILI QUEBEC

## INFORMATIONS

LE RÉFÉRENDUM  
DE PINOCHET:

**PERSONNE  
N'EST DUPE  
DES RÉSULTATS**

La vie au Chili



Discours  
de Pedro Vuskovic

de la camarade du C.Q.C. à la soirée du 19 nov.

Des paysans et ouvriers chiliens, ex-prisonniers,  
arrivent au Canada

CHILI · QUEBEC  
★  
CHILI · QUEBEC  
★  
★

COMITÉ QUÉBEC-CHILI  
356 est, rue Ontario, Montréal, Que.

tel: 842 · 8459

# TABLE DES MATIÈRES

CHILI: Le plébiscite de Pinochet ou la farce électorale à son plus beau	p. 1
LE FIL DES EVENEMENTS	p. 6
QUELQUES MOTS DE PRESENTATION	p. 15
COMMENT nous envisageons la solidarité avec la Résistance Populaire Chilienne	p. 17
"AUJOURD'HUI, AU CHILI, IL N'Y A PLUS DE RETOUR POSSIBLE AU PASSE" Transcription du discours prononcé par Pedro Vuskovic à Montréal le 19 nov. 1977	p. 23
DES OUVRIERS ET DES PAYSANS CHILIENS. EX- PRISONNIERS, SONT LIBERES ET ARRIVENT AU CANADA	p. 35
PUBLICATIONS DISPONIBLES au Comité Québec-Chili	p. 38
ABONNEZ-VOUS !	p. 39

# LE PLÉBISCITE DE PINOCHET DU LA FARCE ELECTORALE A SON PLUS BEAU

---

Le "référendum" imposé au peuple chilien le 4 janvier par la décision du chef de la Junte Militaire, Augusto Pinochet, sans qu'ait eu lieu quelque modification que ce soit dans le statut général d'état de siège, de couvre-feu, dans l'état d'urgence auquel sont soumises certaines zones, dans l'interdiction de toute activité politique et la proscription des partis politiques, marque, de façon relativement spectaculaire, le démarrage de l'année politique en Amérique latine.

Le "bien fondé légal" du référendum qui, en tant que mécanisme constitutionnel, n'existait ni dans la Constitution de 1925, ni dans les Actes Constitutionnels dictés par la Junte militaire en septembre 1976, a exigé le remplacement du Contrôleur Général de la République - qui avait refusé la légalité du mécanisme -, la constitution expéditive d'un "corps légal", et concrètement, la création rapide de tout un système de vote. Au Chili, les registres électoraux furent détruits par le gouvernement militaire après adoption du Décret-loi No. 130 de novembre 1973, qui les déclarait caduques; après quoi, les autorités elles-mêmes décidèrent qu'il faudrait attendre au moins jusqu'en 1979, avant que puissent avoir lieu d'autres élections générales, calculant qu'il faudrait quatre an avant de reconstituer les registres en question.

---

(1) CET ARTICLE A ÉTÉ REPRODUIT DE L'ALAI (AGENCE LATINO-AMÉRICAINNE D'INFORMATION), 2<sup>e</sup> ANNÉE, BULLETIN NO.1, 5 JANVIER 78

## LE PLÉBISCITE DE PINOCHET...

---

Le texte soumis au plébiscite, tel qu'il est imprimé sur le bulletin de vote, et la disposition même du bulletin ont suscité bien des réactions critiques, même dans les milieux modérément opposés au régime. Le texte présupposait un fait, celui de "l'agression internationale déclenchée contre le gouvernement chilien", référence faite à la récente condamnation par les Nations unies du gouvernement de Pinochet, pour sa violation des droits de l'homme dans ce pays, - et obligeait, face à cette situation, les électeurs à se prononcer pour l'appui "au président Pinochet dans sa défense de la dignité du Chili" et à "réaffirmer la légitimité du gouvernement de la République à prendre souverainement en main le processus d'institutionnalisation du pays". Dans la disposition graphique du bulletin de vote, la possibilité d'inscrire un OUI se situe sous le dessin du drapeau chilien, et celle d'un NON, par contre, sous un rectangle noir. L'organisation même du système de vote établissait un contrôle absolu: des tables électorales pour trois



cents électeurs au plus, quatre "vocales" (personnes chargées de veiller au bon déroulement du vote) par table désignées par les autorités, contrôle militaire du vote et des boîtes de scrutin.

Sans aucun système d'infrastructure valide, la simple identification des électeurs au moyen de papiers d'identité - une opération massive de distribution de cartes d'identités à ce propos, fut entreprise au début de l'année dernière et poursuivie jusqu'en octobre - permet à la Junte Militaire une grande marge de manoeuvre.

---

---

## LE PLÉBISCITE DE PINOCHET..

---

Contrairement au déroulement de tout suffrage populaire, les opposants au régime en place ne peuvent s'exprimer dans le cadre de répression existant au Chili (censure de la presse), et l'unique campagne publique permise fut celle du général Pinochet en personne, et des organismes officiellement contrôlés par la Junte, tel le Front d'Unité Nationale des Travailleurs, ou des organismes qui s'identifiaient avec le modèle économique imposé par la dictature, telle la Société de développement industriel - qui rassemble les secteurs industriels les plus puissants -, la Confédération de la Production et du Commerce, et les corporations professionnelles comme le Collège des Médecins ou des Avocats.

Par ailleurs, s'il est exact que, dans les premiers moments, l'opposition au référendum de la part de deux membres de la Junte, l'Amiral Jose Toribio Merino, de la Marine, et le Général de l'Armée de l'Air, Gustavo Leigh, a permis de constater publiquement l'existence de certains différends au sein de l'Armée, la presse gouvernementaliste a mélangé deux éléments externes à la situation interne: la décision de la Bolivie de considérer comme terminées les discussions avec le Chili à propos de son accès à la mer (la Bolivie a annoncé aussi des démarches futures pour un processus d'institutionnalisation), et des rumeurs d'un renforcement des régiments argentins sur la frontière sud du Chili. Des porte-paroles officiels déclaraient que voter OUI impliquait en même temps une consolidation du gouvernement "comme défenseur de la souveraineté nationale."

Pour la plupart des analystes, cependant, la manoeuvre du gouvernement ne vise pas tant à doter le pouvoir de la Junte d'un semblant d'appui populaire, (dont la nécessité est généralement reconnue même par les porte-paroles de la Junte surtout en ce

---

---

# LE PLÉBISCITE DE PINOCHET.

---



qui concerne son horizon diplomatique extérieur) qu'à renforcer l'image du général Pinochet lui-même, qui est pris dans une situation de lutte interne où s'accroît la confronta-

tion entre les secteurs monopolisateurs orientés vers l'exportation, et les secteurs orientés vers un marché interne, désavantagés par la politique économique de la Junte.

## LA RESISTANCE: UN APPEL A L'ABSTENTION ET A LA PROTESTATION

---

Alors que la Démocratie Chrétienne, par la bouche de l'ex-président Eduardo Frei, qualifiait le référendum d'"illégal dans le fond et dans la forme", et appelait à voter contre, tout en soutenant, à travers d'autres dirigeants tel l'ex-président de Sénat, Patricio Aylwin, que le référendum "renforme un piège, celui de l'identification du Chili avec son gouvernement", l'Eglise Catholique, elle, dans une lettre adressée au général Pinochet et rédigée par l'Episcopat Chilien, décrivait l'organisation même du plébiscite comme "polyvalente" et exposait les objections qu'elle avait à son accomplissement.

Ni la Démocratie Chrétienne, ni l'Eglise ne se sont prononcées sur l'illégitimité à la source du gouvernement militaire, et la Démocratie Chrétienne en particulier, qui, tout en soulignant que le référendum

Ni la Démocratie Chrétienne, ni l'Eglise ne se sont prononcées sur l'illégitimité à la source du gouvernement militaire, et la Démocratie Chrétienne en particulier, qui, tout en soulignant que le référendum



## LE PLÉBISCITE DE PINOCHET..

---

violait l'article 6 de l'Acte Constitutionnel No 2, reconnaissait la légalité du régime par le fait même qu'elle avait contribué à l'installer au pouvoir. Cet aspect est bien important, surtout si l'on tient compte du fait que, de façon ambiguë, le bulletin de vote appelle à prononcer un OUI ou un NON, qui renferment une approbation ou une désapprobation de la légitimité du régime.

Se maintenant en clandestinité, pendant ce temps, les partis de l'Unité Populaire et le Mouvement de la Gauche Révolutionnaire (MIR) ainsi que les organes de la Résistance Populaire, exprimaient leur refus unanime du référendum et lançaient un appel à



l'abstention, visant à transformer la journée du 4 janvier en journée de protestation. A l'extérieur, l'Unité Populaire, d'un côté, et, séparément, les partis qui l'ont constitué, ont exprimé des positions identiques. A Berlin, l'Unité Populaire qualifia le plébiscite de "manoeuvre désespéré de la Junte" et mit en garde contre le fait que les résultats étaient "déjà tout décidés lorsque le référendum fut annoncé". De son côté, le Secrétariat Extérieur du MIR souligne comme élément principal que "le redoublement de la lutte entre divers secteurs de la bourgeoisie, et la désarticulation que subit le bloc au pouvoir, créent d'excellentes conditions pour que la Résistance relève avec plus de force et de décision l'alternative indépendante du prolétariat, ses formes propres d'organisation et de lutte; sans toutefois mettre de côté la possibilité d'actions communes avec ceux qui s'opposent à la farce électorale."

“

---

---

# le fil des événements

## LA VIE AU CHILI

La vie au Chili est très dure pour le peuple. Et ça ne va pas bien pour la Junte et ses amis non plus. La vie va si mal pour le peuple qu'elle met la Junte dans une position indéfendable devant l'opinion internationale, ce qui a des conséquences de plus en plus graves pour la stabilité de la Junte. La vie va si mal pour le peuple que la situation socio-économique devient un problème intolérable pour la Junte, car elle n'arrive pas à tirer profit de la force de travail qu'elle a démolie.

La Junte a voulu maintenir une économie de "libre marché" uniquement pour les patrons, et spécialement l'impérialisme. Il n'y a pas de libre marché pour la force de travail, pas de négociation, pas de grève, pas de liberté syndicale. Il n'y a pas de libre marché pour la production nationale, désorganisée par l'arbitraire des ministres, amputée de son secteur nationalisé, privée de clientèle pour cause de pauvreté. On développe les exportations non-traditionnelles, surtout des produits agricoles dont le peuple se prive parce qu'il ne peut plus les payer.

Suivant les syndicats, il y aurait 42% de chômage dans la construction (secteur-clé du développement). Le chiffre de la Junte pour l'ensemble est de 20%; il ne vaut que pour le grand-Santiago et que pour des "travailleurs"

## le fil des événements

reconnus suivant des exigences obscures. Dans ce pourcentage sont inclus les bénéficiaires du PEM (plan d'emploi minimum) qui reçoivent une allocation de 700 à 1000 pesos par mois, soit la moitié du salaire minimum.

### LA SOUFFRANCE DU PEUPLE

Suivant le département d'Economie de l'Université du Chili, la moitié des 10.25 millions de Chiliens est "en état de faim permanente", plus d'un demi-million sont en chômage permanent, 850,000 reçoivent le PEM et 360,000 le salaire minimum. Ce "privilège" de toucher le salaire minimum rapporte environ 60 pesos par jour, mais une livre de jarret coûte 19 pesos, une livre de filet coûte 53 pesos, le billet de cinéma va de 14 à 30 pesos. Une prostituée de 14 ans reçoit 50 pesos, mais il y en a beaucoup de plus jeunes et moins chères. Il y a aussi une masse de "frotteurs" de voitures (qui ont six ans et plus), beaucoup de fouilleurs de déchets et encore bien



bien plus de vendeurs ambulants. La faim permanente oblige à dénicher et remplir tous les trous non-comptabilisables du "libre marché."

## le fil des événements



Tous les mois ferment des entreprises employant chacune plusieurs centaines de travailleurs, qu'elles mettent souvent sur le pavé sans leur payer leur dû. Mieux traités sont les centaines de fonctionnaires dont les postes disparaissent pour raison budgétaire (les chemins de fer annoncent par exemple 2100 mises à pied pour 1978). Coupures budgétaires qui sont autant de coupures dans les services publics (aux chemins de fer, il s'agit du sacrifice de trente lignes). Mais le désastre économique est pire à la campagne; le statut social du paysan a regressé de presque deux générations sur les gains accomplis jusqu'en 1973.

Ceux qui souffrent le plus de sous-alimentation générale sont les vieillards et les enfants en bas âge qui ne reçoivent souvent que du pain et du thé. En dehors de l'alimentation, les carences les plus dangereuses sont ressenties dans les soins médicaux rendus inabordables pour la majorité et dans l'éducation. Beaucoup ne vont pas à l'école ou la quittent parce qu'ils doivent

## le fil des événements

leur pain, parce qu'ils n'ont pas les forces nécessaires ou parce qu'ils n'ont pas de linge. La diminution des services publics et l'abolition de la gratuité au secondaire contribuent à empirer la situation.

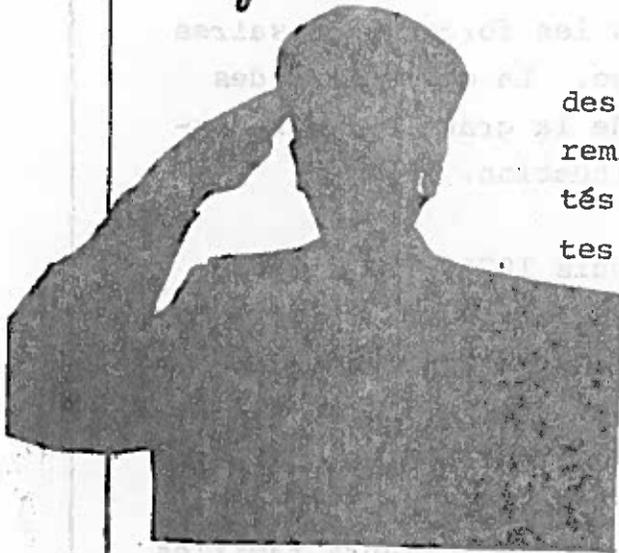
On comprend pourquoi, depuis 1973, 1.1 million de chiliens (presque 10%) ont quitté le pays. Plusieurs ont émigré vers l'extrême sud de l'Argentine dont ils forment la moitié de la population. Les seuls à réellement profiter du "libre marché" à la baïonnette sont les firmes étrangères et les importateurs, les spéculateurs et, bien sûr, les membres du gouvernement, leurs familles et leurs amis. Pour ces profiteurs, 15,000 automobiles ont été importées au Chili de janvier à août 1977. Cela ajoute déjà \$71 millions au déficit commercial chilien de 1977, estimé à 300-400 millions, dont environ la moitié avec les Etats-Unis.

Ce déficit va devenir de plus en plus difficile à financer. La campagne de l'ONU qui a si bien choqué Pinochet a produit, en Europe de l'Ouest surtout, un resserrement des conditions auxquelles seront re-financés les prêts actuels, des restrictions quant à de nouveaux prêts et la diminution ou l'abandon de l'aide économique au Chili. Ainsi, le Royaume-Uni refusera toute aide "sauf à des projets humanitaires non sous contrôle officiel".

### LA REPRESSION EST TOUJOURS NECESSAIRE A LA JUNTE

La répression se maintient, les arrestations et disparitions continuent mais l'ONU ne pourra pas enquêter. On a remarqué que les militaires chiliens raffinaient leur technique de torture. Ces derniers temps, on a rencontré

## le fil des événements



des gens qui avaient été arrêtés puis remis en liberté, mais avec les facultés mentales presque totalement détruites. Ils ne se souvenaient même plus de leur nom.

Le mois dernier, Pinochet a convoqué plusieurs dirigeants syndicaux. Au début de la réunion, il a regardé sa montre puis a dit qu'à l'heure qu'il était les gens qu'il avait "envoyé en vacances" devaient être rendus à destination. Il s'agissait de sept dirigeants syndicaux, les uns du syndicat du cuivre, d'autres du syndicat des employés du port qui ont été relégués, c'est-à-dire déportés en résidence contrôlée.

L'un d'eux, un dirigeant du port a appris l'ordre de relégation alors qu'il revenait d'une conférence de "syndicats libres" en Amérique Centrale. À son arrivée à l'aéroport de Santiago, il a été aussitôt envoyé vers son lieu de relégation. Plus de 200 travailleurs étaient tout de même venus l'accueillir pour lui témoigner leur solidarité. D'autres ont été envoyés dans des petits villages perdus des Andes, à 13,500 pieds d'altitude.

Cette mesure répressive vise à intimider les quelques dirigeants syndicaux qui, même quand ils ne sont pas de gauche, s'opposent de plus en plus systématiquement aux politiques de la dictature.

L'opposant syndical est en effet très importante depuis quelque temps et son plus grand succès fut la grève

## le fil des événements

des mineurs du cuivre de la mine "El Teniente". Les 2 et 3 novembre 70% des 12,000 travailleurs se mettaient en



grève pour obtenir le paiement de primes qui leur avaient été promises. Les militaires ont encerclé la mine mais n'ont pas pu faire d'arrestation massive devant la force du mouvement.

### LA RESISTANCE EST BIEN CONCRETE

La dictature vient encore de perdre la face. Le 23 novembre, elle avait interdit l'entrée au pays des trois femmes chiliennes, parents de disparus, qui avaient été déléguées pour faire une tournée à l'étranger afin de dénoncer le sort des disparus. Un vaste mouvement de protestation s'éleva de la part des associations de familles



de disparus et des milieux chrétiens: Pinochet a dû plier et permettre à ces trois femmes de rentrer chez elle.

Le mouvement de protestation quant au sort des milliers de disparus se développe. En novembre, il y a eu une manifestation dans l'église José Obrero à Santiago à ce sujet.

## le fil des événements

Puis, 80 femmes ont fait une grève de la faim dans l'église San Francisco, exigeant de connaître la vérité au sujet des disparus. A l'annonce du référendum, elles sont sorties de l'église et ont pris la tête d'un cortège qui faisait deux coins de rues, soit près d'une centaine de personnes portant des photos des disparus et des pancartes où l'on pouvait lire "CHILE NO", c'est-à-dire NON AU REFERENDUM. Il n'y a pas eu d'arrestation.

Ces quelques faits montrent que la résistance à la dictature est quelque chose de bien quotidien maintenant au Chili, que la peur est souvent vaincue. Mais ce qui est le plus significatif sur l'état d'esprit des gens, c'est l'animation qui a eu lieu lors du référendum.

### LE PARADOXE DU REFERENDUM

A partir de ce que nous savons sur ce qui s'est passé au Chili durant le référendum, nous pouvons dire que le résultat du référendum n'a pas le sens que lui accorde Pinochet, au contraire, et s'il a un sens, comme disent les gens là-bas, le résultat doit se comprendre à l'envers: 80% contre Pinochet et 20% pour.

D'abord il faut expliquer comment se faisait le vote, ce que ni les agences de presse, ni la radio, ni la télévision ne nous ont dit. Prenons l'exemple d'un quartier ouvrier de Santiago. Les gens devaient aller voter dans une école. Pour voter, ils devaient présenter leur carnet d'identité. Les scrutateurs n'étaient pas des militaires mais des civils, des gens venus des quartiers bourgeois; ils étaient très nombreux autour de la table où se faisait le vote.

## le fil des événements

Quand quelqu'un se présentait, on notait sur un carnet son numéro d'identité puis on détachait une partie de cette feuille qui portait le même numéro que le talon (comme un livret de chèques.) Le papier était si mince qu'il était tout à fait possible pour les scrutateurs de voir où l'individu avait mis son X.

Avant de mettre le bulletin de vote dans la boîte, le scrutateur détachait le numéro du billet de vote. Somme toute, les billets de vote étaient numérotés et chaque numéro correspondait à une personne bien précise et comme il était possible de voir comment elle votait, on pouvait bien, pour sauver les apparences, détruire le numéro.

On comprend que dans ces conditions, il était extrêmement périlleux de voter "NON" et que même des militants de la Résistance votaient "OUI" afin de ne pas s'identifier comme des opposants. De plus, des rumeurs courraient à l'effet que les votes nuls ou les abstentions seraient comptabilisés dans les "OUI", aussi cette tactique fut rejetée.

Mais ce qu'il faut savoir, c'est que le référendum a été vu comme positif par beaucoup de gens du peuple au Chili. Cela a mis le monde dans une activité de caractère politique et a provoqué



## *le fil des événements*

une grande agitation. On en parlait en faisant la queue dans les lieux publics. Dans certains quartiers, la propagande de la Junte était lancée par avion, quelques minutes après la pluie de billets "CHILE SI", apparaissaient des centaines de billets "CHILE NO" faits par les militants des partis de gauche ou simplement par des gens contre la dictature et le "SI" de Pinochet. On a même vu des centaines de billets portant les inscriptions: "CHILE: NON A LA FAIM NON A LA DICTATURE, NON AU CHOMAGE". L'époque du référendum a été l'occasion d'une intense propagande clandestine de la Résistance Populaire.

Pour plusieurs, le référendum de Pinochet est vu comme la réponse nécessaire non seulement au boycott international mais à la montée de la Résistance et de l'opposition syndicale au Chili. Pinochet devait prouver qu'il avait un vaste appui populaire mais cette preuve n'aveugle personne au Chili.

\*\*\*\*

## *quelques mots de présentation*

On trouvera dans ce numéro la reproduction de deux discours prononcés lors de la Soirée de Solidarité du 19 novembre '77. à Montréal. Cette Soirée, organisée conjointement par le Parti Socialiste (CNR) et le Comité Québec-Chili, avait comme principal invité PEDRO VUSKOVIC - Pedro Vuskovic, ancien ministre de l'Économie du gouvernement de l'Unité Populaire (1970-72), est aujourd'hui représentant officiel à l'extérieur du Parti Socialiste (CNR) du Chili. -

Il nous semble important de diffuser l'intervention du camarade Vuskovic et celle de la représentante du Comité Québec-Chili à cette soirée parce qu'ils constituent une prise de position politique claire dans le débat au sein de la Gauche chilienne. Il était temps de se prononcer dans ce débat entre les deux courants qui traversent la résistance au Chili: le "réformiste" qui vise à reconstituer l'Unité Populaire et le "révolutionnaire" qui, au-delà de la défaite de la dictature, vise à instaurer le socialisme en s'appuyant plus sur le peuple que sur les élites des partis traditionnels.

Il était temps car au-delà de l'éternelle division qu'on pouvait constater dans la Gauche chilienne, la contradiction entre les deux courants devenait toujours plus aigüe et évidente et a fini par éclater au grand jour. - Parce que quand, par exemple, la direction extérieure du PS a prétendu exclure Pedro Vuskovic du Parti, les militants de l'intérieur, ceux

*suite...*

qui luttent quotidiennement contre la dictature lui ont renouvelé leur confiance comme l'ont d'ailleurs fait d'autres organisations révolutionnaires. -

Il était temps aussi pour le Comité Québec-Chili de mettre les choses au point sur ses choix politiques et la solidarité qui en découle. Pour le Comité, ce texte vient confirmer des prises de positions déjà anciennes qui, si elles n'avaient jamais été exprimées de façon aussi claire et nette étaient traduites dans sa pratique quotidienne de la solidarité. Le meeting du 17 septembre et celui du 19 novembre en sont les dernières preuves.

# COMMENT nous envisageons la solidarité avec la résistance populaire chilienne

Camarades et amis  
Compañeros y compañeras

Au nom du Comité Québec-Chili, je voudrais d'abord saluer le camarade Norbert Rodrigue et le remercier pour tout le travail et le soutien qu'il nous a apporté jusqu'ici; je voudrais saluer le camarade Pedro Vuskovic, un authentique militant de la classe ouvrière, un homme qui dans les faits, autant au Chili que depuis quatre ans en exil, s'est mis au service des travailleurs et du peuple chilien.

## PEDRO VUSKOVIC, UN MILITANT REVOLUTIONNAIRE

Pedro Vuskovic ne s'arroge pas le nom de dirigeant, il est trop convaincu que c'est sur le front, dans la lutte concrète que la Résistance bâtit et choisit ses dirigeants. Il sait parfaitement aussi que ce sont les masses et la classe ouvrière qui font la révolution, qu'elle sera le fruit de leurs luttes, de leur organisation, de leur espoir et de la direction qu'elles sauront se donner.

Pedro Vuskovic a toujours eu confiance dans les

---

masses chiliennes et c'est pour cela qu'il refuse qu'aujourd'hui on les mette à la remorque de la bourgeoisie; c'est pour cela qu'il a été expulsé du Parti socialiste où il militait par ceux qui ne tolèrent pas qu'on mette en cause leur incapacité politique, pire encore, l'absurdité qui consiste à prétendre diriger, depuis les capitales européennes, la lutte qui se mène concrètement ailleurs, au Chili.

Pour nous, Pedro Vuskovic est un militant, un révolutionnaire car il sait être au service de son peuple.

#### AU CHILI, LA RESISTANCE POPULAIRE EXISTE

Je voudrais aussi saluer tous ceux qui au Chili résistent contre la dictature de Pinochet et luttent pour leur libération. Ces milliers d'hommes et de femmes qui modestement mais combien concrètement mènent des actions quotidiennes et sont les artisans de leur libération et de leur révolution. Notre salut est humble et porte l'espoir que nous saurons les accompagner tout au long de leur lutte.

#### NOTRE CONCEPTION DE L'INTERNATIONALISME PROLETARIEN

Qu'est-ce qui nous amène à nous solidariser avec Pedro Vuskovic, plus particulièrement avec la ligne qu'il représente, à prendre position dans le débat que mène en ce moment la gauche chilienne à l'extérieur? Nous trouvons important de répondre à ces questions. La réponse, elle vient d'abord de notre pratique et de l'orientation qui s'est développée tout au long de notre travail. Le Comité Québec-Chili est un regroupement de militants québécois qui travaille à développer au Québec un vaste mouvement de solidarité avec

la lutte du peuple chilien. Un regroupement de militants convaincus que l'internationalisme prolétarien est une nécessité vitale pour la libération de tous les exploités, de tous les opprimés. Pour nous l'internationalisme prolétarien signifie d'abord et avant tout lutter avec les travailleurs de chez nous, développer à l'intérieur du mouvement ouvrier québécois cette conscience de classe qui est nécessaire à la reconnaissance des liens qui nous unissent aux autres travailleurs et peuples en lutte. Travailler au développement de l'autonomie idéologique et politique de la classe ouvrière, seule garantie au pouvoir populaire, au socialisme.

Nous sommes convaincus que la victoire du peuple chilien sera aussi le fruit de l'organisation et de la conscience de classe des travailleurs québécois, de leurs gains contre la bourgeoisie canadienne et québécoise, contre son Etat, contre le capitalisme et l'impérialisme.

Pour nous, l'internationalisme prolétarien ça veut dire aussi appuyer la lutte des peuples chiliens et latino-américains car ces luttes sont à la pointe du combat contre l'impérialisme américain qui demeure l'ennemi numéro un des peuples d'Amérique.

Les appuyer concrètement c'est-à-dire mettre en oeuvre des actions qui soutiennent la Résistance populaire actuelle et soutiennent son projet socialiste.



## DISCOURS DE LA CAMARADE DU C.O.C.

### PAS N'IMPORTE QUELLE SOLIDARITE

C'est cette conception de la solidarité qui nous guide. C'est aussi à cause de cette conception de la solidarité que nous rencontrons des obstacles ici au Québec, de la part de la majorité des dirigeants des organisations chiliennes et plus particulièrement des dirigeants de l'Association des Chiliens de Montréal et de leur dernier rejeton le Comité québécois pour un Chili démocratique. Car une fois oublié, le vernis révolutionnaire de leur discours, qu'en est-il de leur conception de la solidarité?

Depuis quatre ans, l'Association des Chiliens privilégie systématiquement les contacts, les pourparlers, les ententes avec les puissants et les grands de ce monde. Elle signifie qu'on personnalise la lutte du peuple chilien autour de vedettes, elle signifie qu'on ignore dans les faits les organisations et les luttes des travailleurs des autres pays. Elle signifie enfin qu'on veut diriger d'en-haut l'orientation et le travail concret qui se fait dans tous les pays par des milliers de travailleurs, d'étudiants, de femmes.

Dans la pratique, ces gens veulent diriger le travail de solidarité sans se préoccuper de ceux des québécois qui font la solidarité, un peu comme dans les pratiques du syndicalisme d'affaires, un permanent syndical peut faire et négocier une convention collective indépendamment des travailleurs qui auront à vivre avec cette convention.

Nous nous opposons à cette conception de la solidarité qui privilégie le lobbying et les finesses diplomatiques, les accords au sommet plutôt que le soutien conscient et à long terme des travailleurs du monde entier. Cette conception qui relègue les

## DISCOURS DE LA CAMARADE DU C.Q.C.

travailleurs québécois au rôle d'instrument plutôt que de protagonistes conscients, actifs de la libération du peuple chilien donc de la leur.

Cette solidarité où les travailleurs québécois servent de vache à lait, cette solidarité à sens unique, dépolitisée, conservatrice. Une manifestation claire de cette conception de la solidarité fut ce meeting public, la semaine dernière, à Montréal, organisé par la gauche chilienne (...). Nous considérons leur attitude comme une de profond mépris pour tout le travail fait jusqu'ici mais pire encore, nous considérons qu'une telle attitude est la négation de l'internationalisme prolétarien auquel se réfère si souvent la gauche chilienne en exil.

Mais cette conception de la solidarité à laquelle souscrit la majorité des dirigeants de la gauche chilienne en exil n'est pas indissociable de leur ligne politique, elle en est le révélateur.

### POUR LA VICTOIRE DU PEUPLE

Nous ne prétendons pas dicter la ligne à la gauche chilienne mais comme militants québécois, comme militants internationalistes, nous soutenons tous ceux qui, au Chili comme ailleurs, représentent la voie de la révolution, nous nous opposons à tous ceux qui, au Chili comme ailleurs, veulent subordonner la classe ouvrière et le peuple à la bourgeoisie car cela est contraire aux intérêts de tous les travailleurs.

En ce moment, la stratégie des partis hégémoniques dans la gauche chilienne à l'extérieur, les partis communiste et socialiste chilien part de l'idée que n'importe quoi vaut mieux

## DISCOURS DE LA CAMARADE DU C.O.C.

Pinochet, que la classe ouvrière chilienne a subi une défaite telle que la révolution prolétarienne n'est plus à l'ordre du jour, qu'une alliance est possible même nécessaire avec la bourgeoisie qu'on qualifie maintenant de "démocratique". C'est pour cela que ces partis misent davantage sur Carter, sur les Démocrates américains, sur la toute puissante Social-démocratie européenne, sur l'appui des pays dits "socialistes" d'Europe de l'Est et enfin sur la Démocratie Chrétienne du Chili plutôt que sur la lutte de Résistance du peuple chilien et sur la solidarité des travailleurs avec elle.

Refuser de voir dans les luttes des classes ouvrières du monde entier l'appui le plus sûr de la révolution chilienne c'est ou bien ne rien avoir compris à l'Histoire ou encore avoir peu intérêt à la révolution prolétarienne au Chili. Le passage du camarade Pedro Vuskovic à Montréal revêt une grande signification parce qu'il est un des représentants de cette ligne politique qui affirme que la révolution au Chili se fera à partir du peuple chilien, des peuples latino-américains et des peuples frères qui pourront se solidariser avec eux dans la lutte pour le socialisme.

Nous faisons donc appel à vous afin qu'ensemble nous renforçons ce mouvement de solidarité, notre appui à la lutte de Résistance du peuple chilien, confiants que dans cette lutte, le peuple chilien construira son organisation, saura choisir ses dirigeants et qu'enfin sa victoire sera aussi la nôtre.

**LA RESISTANCE POPULAIRE TRIOMPHERA!**

Novembre 1977



"aujourd'hui, au Chili, il n'y a plus  
de retour possible au passé."

*Pedro Uuskovic<sup>(1)</sup>*

(1) PEDRO VUSKOVIC est mandaté par la direction de la "COORDINADORA NACIONAL DE REGIONALES" du P.S. chilien pour la représenter à l'extérieur du Chili. Mais qu'est-ce que la COORDINADORA ?

Le Parti socialiste du Chili a été l'un des partis de la Gauche chilienne le plus démantelé suite au Coup d'Etat du 11 septembre 1973. La majorité de ses dirigeants s'est exilée ou a été victime de la répression militaire. Après quelques mois, des militants du Parti ont réussi à réorganiser des réseaux de communication et à restructurer des sections du Parti, au niveau de quelques régions du Chili. Peu à peu, le Parti s'est rebâti et l'ensemble organique des sections des différentes régions a pris le nom de "COORDINATION NATIONAL DES REGIONS", en espagnol: "COORDINADORA NACIONAL DE REGIONALES" (CNR) du Parti socialiste.

La "COORDINADORA" a choisi ses dirigeants et a développé une tactique et ligne politique sur la base des décisions des Congrès antérieurs du Parti socialiste, en particulier du Congrès de Chillan et de La Serena du temps de l'Unité Populaire.

La "COORDINADORA" est donc à la fois la même chose et une réalité différente du Parti socialiste du Chili.

La même chose en ce sens que l'immense majorité des personnes qui formaient le P.S. avant le Coup d'Etat et qui continuent d'y militer au Chili compose la "COORDINADORA". Mais ils ont préféré garder le nom

de "COORDINADORA" afin de bien montrer que la réalité du Parti, dans la clandestinité et dans la Résistance est différente de celle d'avant le Coup d'Etat. En ce sens, il y a aussi une opposition et lutte idéologique entre les actuels dirigeants du Parti au Chili et les dirigeants d'avant le Coup d'Etat qui pour la plupart vivent en exil, en Europe et dont le plus connu est Carlos Altamirano, secrétaire-général du Parti durant le gouvernement de l'U.P.

Ceux qui étaient dans le Parti socialiste au Chili et qui sont maintenant en exil reconnaissent comme direction légitime de leur Parti soit celle de la "COORDINADORA" qui est au Chili, soit celle des dirigeants du Parti élus avant '73; dans ce deuxième cas, on les appelle: les "Officialistes".

Les "Officialistes" ont une politique qui privilégie la reconstruction de l'Unité Populaire, sur les bases d'avant '73, alors que la "COORDINADORA" privilégie l'unité d'action et la convergence politique avec les secteurs révolutionnaires de la gauche chilienne, principalement avec le MAPU et le MIR.

( Note du COMITE QUEBEC-CHILI )

*"aujourd'hui, au Chili, il n'y a plus  
de retour possible au passé." (1)*

Apparemment nous parlons deux langues différentes, mais il s'agit d'un seul et même langage, celui de la lutte et de nos convictions. Merci de permettre aux camarades militants québécois d'exprimer leur appui au seul et véritable destinataire: le peuple chilien en lutte.

Hier, on parlait de comment le peuple chilien construirait son avenir dans la dignité, de ce qui était nécessaire pour défendre le processus révolutionnaire, - qu'on croyait défendre. - A cause de ceci, le dialogue de ce soir a un sens très différent.

Comment reprendre ce chemin?

Face à une situation dans laquelle le peuple chilien endure les plus cruelles souffrances, il s'agit non seulement de dénoncer ce que la dictature fasciste représente, mais aussi de provoquer la déroute de la dictature et de rendre possible la construction d'un nouvel avenir.

Il nous a fallu beaucoup apprendre pendant les quatre dernières années, depuis le coup du 11 septembre '73.

Beaucoup d'illusions faciles ont été détruites. Nous avons ici la plus élémentaire des vérités: personne ne va faire de cadeaux au peuple chilien; c'est lui seul, par ses propres forces, qui

---

(1) Ce titre est du Comité Québec-Chili

(\*) Voir à la page 24

---

## Pedro Uupkovic...

---

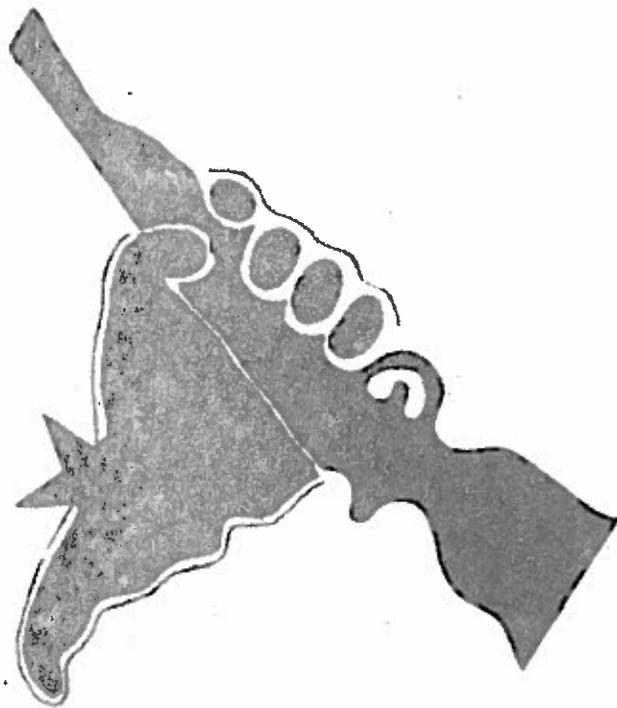
trionphera. Ce n'est pas Carter, ni la social-démocratie allemande qui nous mèneront à ce triomphe. Nous avons aussi appris que notre lutte n'est pas seulement la lutte de notre peuple, car ce qui se passe au Chili n'est pas un fait isolé mais la manifestation d'un processus plus général.

A cause de ceci, notre lutte est la lutte de tous les peuples latino-américains, elle a un caractère continental et tous les peuples du monde y sont engagés.

Notre provincialisme d'hier nous a coûté cher et nous a fait très mal en restreignant notre vision du futur. Le fascisme qui opprime aujourd'hui le peuple chilien de la même façon qu'il opprime le peuple argentin, uruguayen, bolivien, brésilien, a des racines communes aux nôtres et à celles d'autres peuples.

C'est une étape du capitalisme international qui se restructure en imposant une nouvelle division internationale du travail au profit des multinationales. Pour ce faire, celles-ci déplacent des industries dans les domaines miniers, agricoles, là où se trouve une main-d'oeuvre à bon marché dans le monde sous-développé et développé. Par conséquent, la faim et les salaires de misère de nos travailleurs sont la contrepartie des soucis des travailleurs mis en chômage dans d'autres pays. Les chiffres des hausses du taux de chômage des travailleurs québécois mentionnés plus tôt par le

---



---

## *Pedro Uskovic...*

---

camarade, sont une manifestation de la surexploitation que cette grande corporation internationale (NORANDA) impose à nos travailleurs. En effet, pour la première fois dans l'histoire, il y a coïncidence objective des intérêts de la classe ouvrière d'un pays avancé et des travailleurs de notre pays.

A cause de cela, les expressions de solidarité ne sont pas unilatérales. Développer la solidarité avec notre lutte, c'est défendre ses propres intérêts, c'est compter sur ses propres moyens. C'est là une idée très importante. Pour accroître sa domination impérialiste, le capitalisme international impose de nouvelles conditions: la classe dominante de nos pays ne peut maintenir sa domination comme hier, elle doit jeter par dessus bord toutes les institutions de la démocratie bourgeoise qu'elle a créées en d'autre temps. Une étape est arrivée où l'impérialisme doit créer des régimes brutaux et répressifs pour affirmer sa propre domination.

Aujourd'hui, les conditions et les idées de lutte, les défis des organisations révolutionnaires sont différentes. Ce qui est à prouver, c'est la capacité de nos organisations révolutionnaires à s'adapter à ces nouvelles conditions. Les chiliens en exil comme nous, ne sont pas à la hauteur de ces nouveaux défis. La tradition du parlementarisme pèse toujours lourdement. Si hier on pensait qu'avec le vote on pourrait se débarrasser de Pinochet, ou que c'était une lutte qu'on pouvait mener isolément des luttes que mènent d'autres peuples, aujourd'hui nous devons considérer



---

## Pedro Uuskovic...

---

comme légitime la requête du Comité Québec-Chili. (1) Ce n'est pas la seule requête que nous avons écoutée, ni la seule qui nous est chère. Toutes ces manifestations de solidarité internationale que nous avons eu le privilège de recevoir, doivent nous mettre en garde de ne pas isoler la lutte du peuple chilien des luttes des peuples argentins, uruguayens et boliviens.

Quand le secrétaire de l'Unité Populaire a écrit une lettre aux présidents des différents pays du Pacte Andin, (2) le lendemain un compagnon bolivien s'est trouvé obligé de dénoncer publiquement les dirigeants chiliens qui, dans cette missive, considérait Banzer comme le président légitime de la Bolivie. Quand Corvalan (sec.-gén. du PC chilien), dans une entrevue de presse, en réponse à une question sur la nature de la dictature argentine, la distinguait de la dictature chilienne, en disant de la première qu'elle était d'ordre intermédiaire et la seconde fasciste, un compagnon argentin a dû écrire publiquement que les milliers de jeunes argentins morts dans la lutte contre la dictature valaient bien les milliers de jeunes chiliens morts dans la lutte contre Pinochet.

On ne construit rien si on ne voit pas les choses telles qu'elles sont. On a souvent dit et avec raison, que la vérité est toujours révolutionnaire. Et nous avons beaucoup de vérités à arracher à l'oubli, autant celles d'hier que d'aujourd'hui. Il s'est passé plus de quatre ans depuis la déroute et nous ne sommes pas

---

(1) Voir l'intervention du Comité p. 17

(2) Le Pacte Andin regroupe la Bolivie, le Pérou, l'Equateur et la Colombie dont les trois premiers sont dirigés par des militaires et dont le dernier n'a pas besoin de militaires pour être répressif - Pinochet a fait sortir le Chili du Pacte Andin sous pression, entre autres du Brésil.

---

*Pedro Vupkovic . . .*

---

encore capables de trouver la cause principale de cette défaite. Nous devons en rendre compte au peuple chilien et aux autres peuples qui hier et aujourd'hui entretiennent des liens de solidarité avec notre lutte.

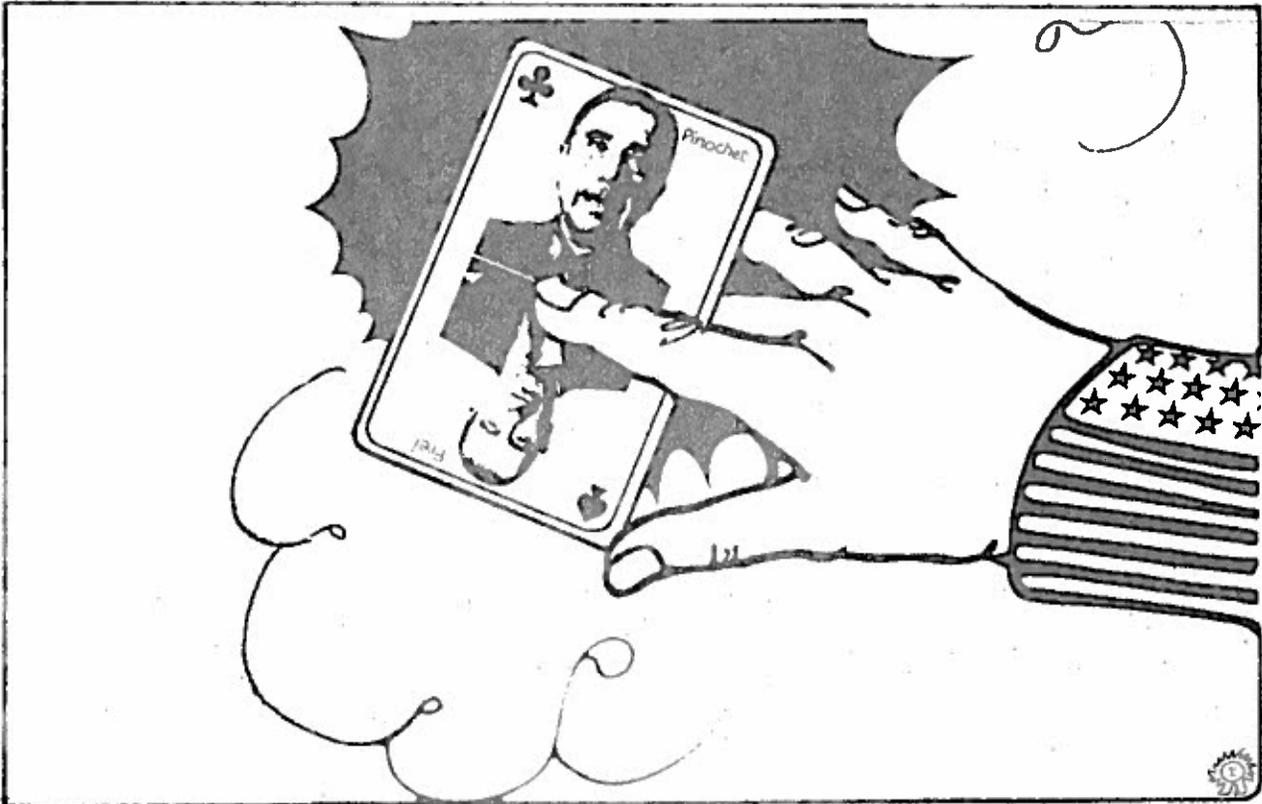
On ne devrait pas se surprendre que les dictatures fascistes falsifient l'histoire comme le fait Pinochet en se présentant comme le continuateur de Diego Portales, passant sous silence que ce dernier a diminué substantiellement le pouvoir des Forces Armées et qu'il a été le premier président chilien à être assassiné par les militaires. Pinochet falsifie l'histoire ou il l'ignore.

Nous, révolutionnaires, n'avons pas le droit de changer une seule virgule de l'histoire réelle et ils la changent aujourd'hui ceux qui transmettent une image fausse d'Allende: le présentant au moment de sa mort comme un héros, et maintenant, comme le responsable de la défaite. Il est facile d'attribuer la déroute à celui qui ne peut se défendre afin de camoufler la responsabilité des directions actuelles. Mais nous avons le droit et le devoir de faire la lumière sur la véritable signification d'Allende et alors les véritables responsables répondront de leurs erreurs...

....LE CHILI NE SERA PLUS JAMAIS CELUI DE 1973, DE 1970 OU DE 1964. La dictature fasciste a ébranlé profondément la représentation et la structure sociales de notre pays. Le fascisme a mis à l'écart la fraction de la bourgeoisie nationale qui, à un moment donné, proposait un projet d'indépendance économique et qui recherchait l'accroissement du marché national. La vieille lutte entre les secteurs monopolistes de la bourgeoisie nationale liés à l'étranger, et les secteurs bourgeois plus progressistes et modernistes a été résolue en faveur des premiers. Les partis politiques

---

Pedro Uupkovic . . .



pluri-classistes comme la Démocratie-Chrétienne n'ont plus la représentation sociale qu'en d'autres temps ils avaient. Il y en a cependant qui continuent à penser que le problème se règlera en signant des accords avec Frei. Ils s'imaginent qu'ainsi on ira chercher les 30 ou 35% de la population chilienne que représentait la Démocratie-Chrétienne dans le passé. Et depuis 4 ans, l'Unité Populaire a porté tous ses efforts pour obtenir un tel accord avec Frei. Quand nous étions en désaccord avec ces directions politiques qui recherchaient cette alliance, quand nous signalions qu'il n'existe aucune perspective de lutte au Chili si ce n'est sous l'hégémonie de la classe ouvrière, quand nous soutenions qu'il n'y a pas de viabilité pour n'importe quel projet de reconstruction de démocratie bourgeoise, nous ne rêvions pas les yeux ouverts, ce n'était pas une manifestation de volontarisme. Nous reconnaissons tout simplement les faits et l'obligation pour les directions politiques

---

*Pedro Uupkovic . . .*

---

de reconnaître ces faits. Paradoxalement, il n'y a pas aujourd'hui de meilleur acte de volontarisme que celui de promouvoir cette reconstitution de la démocratie bourgeoise. La seule chose que cela apporte, c'est la démobilisation.

Par contre à l'intérieur, les compagnons ont porté tous leurs efforts à la reconstruction de l'organisation révolutionnaire et on peut reconnaître en toute honnêteté que la progression est considérable. Mais avec la même honnêteté, il faut dire aussi que les forces de l'extérieur n'ont pas apporté un soutien effectif, qu'ils n'ont pas souvent tenu leurs promesses, que la progression des forces de l'intérieur s'accomplit en dépit de l'aide extérieure. IL FAUT RECONNAITRE QUE CE NE SERA PROBABLEMENT PAS LA MEME GENERATION DE DIRIGEANTS QUI CONDUIRA AU TRIOMPHE FUTUR ET PROCHAIN LE PEUPLE CHILIEN. Notre responsabilité est de ne pas continuer à s'accrocher aux titres d'autrefois mais d'être capable d'appuyer la naissance de nouveaux dirigeants. C'est là le centre de la crise actuelle de la gauche chilienne, et le centre de la crise que vit le Parti socialiste.



à l'intérieur du Chili. Ce sont eux qui, maintenant, assument légitimement la direction.

Je tiens à faire ici une petite rectification à propos de ma situation personnelle: je n'ai pas été expulsé du Parti socialiste parce que les seuls qui ont le droit de dicter notre conduite sont les compagnons socialistes qui luttent

à l'intérieur du Chili. Ce sont eux qui, maintenant, assument légitimement la direction.

Le compagnon Allende l'avait anticipé. Nous avons tous lu

---

## Pedro Vuskovic . . .

---

plus d'une fois ses dernières paroles mais nous n'en avons peut-être pas compris toute la signification.

En faisant ses adieux, il s'adressait au paysan, à l'ouvrier, à la femme; pas un mot pour ceux qui faisaient partie des directions politiques. C'est ce qu'elles devraient comprendre. Il a dit que d'autres hommes suivraient: ils viennent et ils surgissent. En leur nom et avec leur mandat nous sommes en train de reconstruire à l'extérieur le Parti socialiste. Nous l'avons fait en récupérant l'essentiel du Parti, assignant à cette tâche les meilleurs cadres du Parti à l'extérieur, dont l'enjeu est la redéfinition de l'ensemble de la gauche chilienne.

Dans cette perspective, ne comptant plus passivement sur les forces de l'extérieur, les compagnons à l'intérieur forment de nouvelles alliances. Nous avons pris connaissance du mouvement d'unité au Chili entre le nouveau Parti socialiste et les compagnons du MAPU et du MIR. A l'extérieur, les directions politiques du MIR et du MAPU se sont réunies et se préparent à reconnaître publiquement le nouveau Parti socialiste comme l'a déjà fait dernièrement Andrés Pascal à Cuba<sup>(1)</sup>. Et ils le font en proposant qu'un programme d'unité soit élaboré afin que nos trois organisations révolutionnaires en viennent à construire une seule organisation révolutionnaire vraiment au service du peuple.

Le projet politique de l'ancienne Unité Populaire, après quatre années stériles, ne durera plus longtemps. Nous devons cesser d'être des vendeurs d'illusions, de donner des dates successives à la chute de Pinochet, et reconnaître avec honnêteté que la route qui nous attend sera dure et remplie de sacrifices. En fonction de cette lutte, nous, temporairement à l'extérieur, devons répéter la promesse de rejoindre les compagnons à l'intérieur du Chili.

---

(1) ANDRÉS PASCAL : secrétaire général du MIR

---

*Pedro Uupkovic . . .*

---

Aujourd'hui, au Chili, il n'y a plus de retour possible au passé. Quand nous disons les choses de cette manière, quand nous reconnaissons que la lutte qui nous attend sera dure et remplie de sacrifices, nous ne nous exprimons pas ainsi par désespoir: au contraire nous le faisons pour affirmer nos convictions et notre volonté de lutter. Nous sommes convaincus que, dans cette heure noire du fascisme, en dépit de toutes les souffrances du peuple chilien, le Chili qui sortira de cette lutte sera un Chili meilleur que jamais, un Chili plus Chili que jamais parce qu'il sera un Chili socialiste, dans une Amérique socialiste.



**DES OUVRIERS  
ET PAYSANS  
CHILIENS:  
EX-PRISONNIERS  
DE GUERRE,  
SONT LIBÉRÉS  
ET  
ARRIVENT  
AU CANADA**



Vous vous souvenez peut-être d'avoir signé au cours de 1977 une pétition du Comité Québec-Chili qui réclamait du gouvernement canadien l'accueil des 230 prisonniers politiques du Chili qui avaient postulé comme émigrants spéciaux à l'ambassade du Canada à Santiago du Chili ?

Vous vous souvenez peut-être aussi d'avoir mandaté en 1976 un représentant de votre syndicat ou de votre organisme populaire pour participer à une rencontre organisée par le Comité Inter-Eglises sur les droits de l'homme en Amérique latine où l'on a décidé des démarches à faire pour faire pression sur le gouvernement canadien afin qu'il accueille un deuxième groupe de prisonniers politiques du Chili?

NOTRE VICTOIRE !

Ces gestes de solidarité deviennent en 1978 une réalité. Vingt prisonniers politiques sortis directement des prisons de Pinochet sont arrivés au Canada dernièrement et

---

vivent avec leur famille dans l'ouest du pays. Une centaine d'autres attendent un départ prochain pour le Canada. La libération de ces prisonniers est une victoire de nos mouvements syndicaux, populaires et oecuméniques sur le gouvernement du Canada dont la politique est très répressive envers les réfugiés latino-américains.

La libération de ces prisonniers politiques doit nous réjouir à plein et nous inviter à mener jusqu'au bout cette tâche de solidarité. D'autant plus que ces derniers arrivés étaient dans les prisons dont on se préoccupait le moins, celles du sud du pays: à Valdivia, à Osorno et à Puerto-Montt. Détenus trois mois après le Coup d'Etat, ces prisonniers n'ont comparu au tribunal militaire qu'en 1975 après des mois de torture et de mauvais traitements. Ils ont écoppé de peines de 7 à 15 ans d'emprisonnement. L'organisation des familles des prisonniers a persévéré dans la longue démarche de libération et, après douze mois, a obtenu l'application du décret 504, promulgué par la Junte pour donner droit d'exil aux prisonniers de guerre.

#### DES TRAVAILLEURS DE LA FORET

Ces ex-prisonniers de guerre sont des travailleurs agricoles et forestiers qui avaient participé aux "prises" de domaines des grands propriétaires terriens et qui étaient militants des Conseils communaux paysans (CCC). L'expérience des CCC et leur degré de développement constituaient une manifestation de pouvoir populaire dans les campagnes, alternative au pouvoir des grands propriétaires terriens et au pouvoir de l'Etat bourgeois. Chaque domaine, chaque zone forestière aux mains des travailleurs se convertissait en un lieu de

---

---

lutte et d'organisation populaire: avec le Coup d'Etat elles sont devenues un lieu de combat.

Avec le Coup d'Etat, le complexe industriel de Panguipulli est devenu un champ de bataille car les militaires y avaient centralisé leurs forces de répression; les travailleurs ont résisté trois mois (menant la guérilla), leurs dirigeants ont été fusillés, de nombreux militants ont été emprisonnés et aujourd'hui la misère hante cette région de la Cordillère des Andes. Les prisonniers récemment arrivés faisaient partie des combattants du complexe de Panguipulli. Leur libération représente une double victoire d'abord parce que chaque libération en est une de la solidarité internationale sur la dictature militaire de Pinochet et ensuite parce que nous avons su obliger le gouvernement canadien à accueillir des ouvriers qui ont fait preuve de leur combativité.

Cette tâche de solidarité est à continuer... Les prisons du Sud comme celles de tout le Chili cachent encore des milliers de prisonniers. Dans la prison de Valdivia il y a encore plus de cinquante prisonniers, compagnons de combat de ceux qui viennent d'arriver. Il reste au moins trois condamnés à perpétuité du Centre Neltume qui gisent dans les cachots du pénitencier de Santiago.

ORGANISONS-NOUS POUR ASSURER LEUR LIBERATION

CONTINUONS NOTRE LUTTE...JUSQU'A LA VICTOIRE

*Dans le prochain bulletin, nous vous informerons sur les démarches à faire pour obtenir cette nouvelle victoire.*

PUBLICATIONS DISPONIBLES

au Comité Québec-Chili

CHILI-QUEBEC informations

No. septembre '76	- Le mouvement ouvrier et la Résistance	.50
No. mai '77	- Résistance ouvrière en Amérique latine	.50
No. septembre '77	- Pour mieux comprendre le Coup d'Etat au Chili: LA SPIRALE	.50
No. oct.-nov. '77	- Les tapisseries chiliennes	.50

TEXTES D'ORGANISATIONS POLITIQUES  
LATINO-AMERICAINES

. La crise de l'impérialisme et la révolution chilienne et latino-américaine (textes du MIR) 1976	1.00
. La lutte au Chili forge l'unité contre la dictature. André Pascal A. 1976	.50
. Qu'est-ce que le MIR? Comité central du MIR 1974	1.00
. Petite bourgeoisie et révolution. ERP-Argentine	1.00
. Notes de l'histoire du MIR	.75
. Documents socialistes. Parti Socialiste du CHILI.	1.00

Série: AMERIQUE LATINE AUJOURD'HUI

. L'histoire de la CEDOC	.50
. Impérialisme culturel et éducation populaire	.50
. Les Unions américaines, complices des "boss et de la CIA en Amérique latine	.50
. Bolivie: dictature militaire et Résistance	.50

D I V E R S

. Chili 1976: faim et résistance	.10
. Eléments d'analyse de la conjoncture actuelle au Québec et au Canada	1.00

Faites votre commande aujourd'hui:

COMITE QUEBEC-CHILI  
356 est, rue Ontario  
Montréal, Qué., Canada  
Tél.: (514) 842-8459



# ABONNEZ-VOUS

DÈS MAINTENANT  
AU

## BULLETIN CHILI-QUÉBEC INFORMATIONS

### BON DE COMMANDE

• Je désire recevoir le BULLETIN CHILI-QUÉBEC INFORMATIONS

NOM: .....

ADRESSE: .....

TELEPHONE: dom.:.....trav.: .....

Abonnement ANNUEL REGULIER \$10.00  de SOUTIEN \$20.00

ou Réabonnement

Ci-joint \$ \_\_\_\_\_ en ESPECE  en CHEQUE  en MANDAT-POSTE

Faites votre chèque ou mandat-poste à l'ordre du COMITE QUEBEC-CHILI et  
retournez-le à: 356 est, rue Ontario, Montréal, Qué.

ROYAL CANADIAN MOUNTED POLICE

DEPARTMENT OF JUSTICE

ALL



EXAMINATION

CHIEF - QUEBEC

INVESTIGATION

2014-07-23

1000-1000

1000-1000

1000-1000

1000-1000



## LA SPIRALE

LA SPIRALE, c'est un film réalisé en '76, qui analyse de façon rigoureuse la nouvelle stratégie mise au point par l'impérialisme américain pour mettre en échec la montée des forces populaires.

C'est un film à voir.

LA SPIRALE, c'est aussi un document produit par le COMITE QUÉBEC-CHILI qui reprend une bonne partie des éléments du film tout en y ajoutant certaines informations.

C'est un document à lire, à discuter, à critiquer...

En vente (\$0.50) au Comité

TOUS LES BÉNÉFICES  
VONT À LA:

**RÉSISTANCE  
POPULAIRE  
AU CHILI**

A PORTER

*Drapeau de la Résistance  
Populaire au Chili*

EMAIL sur  
cuivre



Prix: \$5.00

**Chants  
de la  
Résistance  
Populaire  
Chilienne**

A ECOUTER

Un DISQUE  
du groupe KARAXU

Prix: \$6.00